

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992 (*)

10 JUIN 1992

PROJET DE LOI

**portant des dispositions
sociales et diverses
(art. 162 à 167)**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
JUSTICE

PAR M. LANDUYT

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné les articles 162 à 167 de ce projet de loi au cours de sa réunion du 3 juin 1992.

Cette discussion a eu lieu en réunion publique de commission.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Ylieff.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Breyne, De Clerck (S.),
Desmet, Mme Merckx-Van
Goey, M. Van Parys.
P.S. MM. Eerdekens, Mayeur,
Minet, Ylieff.
S.P. MM. Landuyt, Swennen,
Vande Lanotte.
P.V.V. MM. Berben, Dewael, Ver-
wilghen.
P.R.L. Mmes Delruelle, Stengers.
P.S.C. M. Beaufays, Mme de T'Ser-
claes.
Ecolo/ M. Simons, Mme Vogels.
Agalev VI. Mme Dillen.
Blok
V.U. M. Coveliers.

B. — Suppléants :

M. Dhoore, Mme Leysen, M. Van-
dendriessche, N., N., N.
Mme Burgeon (C.), MM. Poty, Van
der Biest, Walry, N.
MM. Chevalier, De Mol, Logist,
Peeters (J.).
MM. De Groot, Kempinaire, Mme
Neyts-Uyttebroeck, M. Platteau.
MM. De Decker, Duquesne, Gol.
Mme Corbisier-Hagon, MM. Hol-
logne, Poncelet.
Mme Aelvoet, MM. Brisart, Dallons.
MM. Annemans, Van Overmeire.
MM. Lauwers, Van Vaerenbergh.

Voir :

- 480 - 91 / 92 (S.E.) :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- Nos 2 à 5 : Amendements.

(*) Première session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (*)

10 JUNI 1992

WETSONTWERP

**houdende sociale en
diverse bepalingen
(art. 162 tot 167)**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE

UITGEBRACHT DOOR DE HEER LANDUYT

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft tijdens haar vergadering van 3 juni 1992 de artikelen 162 tot 167 van dit wetsontwerp besproken.

Deze bespreking vond plaats in openbare commissie-vergadering.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : De heer Ylieff.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Breyne, De Clerck (S.),
Desmet, Mevr. Merckx-Van
Goey, H. Van Parys.
P.S. HH. Eerdekens, Mayeur,
Minet, Ylieff.
S.P. HH. Landuyt, Swennen,
Vande Lanotte.
P.V.V. HH. Berben, Dewael, Ver-
wilghen.
P.R.L. Mevr. Delruelle, Stengers.
P.S.C. H. Beaufays, Mevr. de T'Ser-
claes.
Ecolo/ H. Simons, Mevr. Vogels.
Agalev VI. Mevr. Dillen.
Blok
V.U. H. Coveliers.

B. — Plaatsvervangers :

H. Dhoore, Mevr. Leysen, H. Van-
dendriessche, N., N., N.
Mevr. Burgeon (C.), HH. Poty, Van
der Biest, Walry, N.
HH. Chevalier, De Mol, Logist,
Peeters (J.).
HH. De Groot, Kempinaire, Mevr.
Neyts-Uyttebroeck, H. Platteau.
HH. De Decker, Duquesne, Gol.
Mevr. Corbisier-Hagon, HH. Hol-
logne, Poncelet.
Mevr. Aelvoet, HH. Brisart, Dallons.
HH. Annemans, Van Overmeire.
HH. Lauwers, Van Vaerenbergh.

Zie :

- 480 - 91 / 92 (B.Z.) :

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- Nos 2 tot 5 : Amendementen.

(*) Eerste zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Les articles 162 à 167 portent sur divers domaines relevant de la Justice.

La première disposition traite de l'augmentation des décimes additionnels en matière d'amendes pénales. Elle ne se trouvait pas sous le chapitre « Justice » dans le projet initial. C'est suite à l'avis du Conseil d'Etat qu'elle y a été insérée.

Cette augmentation des décimes additionnels a ceci de particulier qu'elle doit, dans un premier temps, servir à l'achat d'éthylomètres utilisés par la gendarmerie dans ses contrôles routiers du taux d'alcoolémie.

Ultérieurement dans 2 ou 3 ans, les recettes seront affectées à des opérations visant à améliorer la sécurité dans les communes.

Une deuxième disposition modifie l'article 982 du code judiciaire en insérant les termes liminaires « sauf si la loi en dispose autrement ».

Cette modification vise à permettre une tarification de certains honoraires d'experts par arrêté royal. La dérogation légale est reprise à l'article 164 et concerne la législation relative aux allocations aux handicapés.

La troisième modification concerne le statut des ministres du culte. Leur traitement doit être fixé par la loi. Les articles 165 et suivants traduisent les décisions budgétaires d'août 1991. Un accord s'était dégagé au sein du Gouvernement pour accorder une augmentation progressive de leurs traitements afin d'arriver au niveau de rédacteur dans une administration de l'Etat. Cette première augmentation n'aura qu'un faible impact sur le budget 1992 puisqu'elle n'entrera en vigueur qu'à partir du 1^{er} novembre 1992. Dans la mesure où il y a une augmentation de ces traitements, il y a également une augmentation parallèle des montants affectés à la laïcité. Comme cette dernière ne doit pas être prévue par une loi, on la retrouve dans le budget.

Le Ministre signale enfin que par rapport aux lois programmes antérieures, la présentation des articles de ce projet est modifiée car des chiffres ont dû être fixés pour tenir compte des autres décisions prises par le Gouvernement dans le cadre de l'accord interprofessionnel pour la fonction publique.

I. — INLEIDING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN JUSTITIE EN ECONOMISCHE ZAKEN

De artikelen 162 tot 167 hebben betrekking op diverse gebieden die tot de bevoegdheid van het departement van Justitie behoren.

De eerste bepaling behelst de verhoging van de opdecimen op strafrechtelijke geldboeten. In het voorontwerp was deze bepaling niet onder het hoofdstuk Justitie opgenomen, doch ze is op advies van de Raad van State daarin ondergebracht.

Het bijzondere aan de verhoging van de opdecimen is dat zij in eerste instantie moet dienen voor de aankoop van ademtestapparatuur die de Rijkswacht gebruikt voor controle op het alcoholgehalte.

Naderhand, dit is binnen twee tot drie jaar, zullen deze ontvangsten worden gebruikt voor acties met het oog op de verhoging van de veiligheid in de gemeenten.

Een tweede bepaling voegt aan het begin van artikel 982 van het Gerechtelijk Wetboek de woorden « behoudens een andersluidende wetsbepaling » in.

Deze wijziging heeft tot doel het mogelijk te maken om de tarieven voor de honoraria van deskundigen bij koninklijk besluit vast te stellen. De afwijking is terug te vinden in artikel 164 en betreft de wetgeving met betrekking tot de tegemoetkomingen aan gehandicapten.

De derde wijziging houdt verband met het statuut van de bedienaars van de erediensten. Hun bezoldiging moet bij wet worden vastgesteld. De artikelen 165 en volgende zijn de weerspiegeling van de in augustus 1991 genomen begrotingsbeslissingen. In de regering was overeengekomen dat de bezoldiging van de bedienaars van de erediensten geleidelijk zou worden verhoogd tot het peil van het loon van opsteller in de Rijksadministratie. Deze eerste verhoging zal slechts van geringe invloed zijn op de begroting 1992, aangezien zij pas met ingang van 1 november 1992 van kracht wordt. De aan de vrijzinnigheid verstrekte bedragen worden in dezelfde mate als de wedden van de bedienaars der erediensten verhoogd. De verhoging ten behoeve van de vrijzinnige verenigingen hoeft niet bij wet te geschieden, zij is uiteraard in de begroting terug te vinden.

Ten slotte brengt de Minister onder de aandacht dat de redactie van de artikelen van dit wetsontwerp in vergelijking met de vroegere programmawetten is gewijzigd, aangezien cijfers moesten opgenomen worden om rekening te houden met de overige beslissingen die de regering in het kader van het interprofessionele akkoord voor de ambtenaren heeft genomen.

II. — DISCUSSION GENERALE

Mme Stengers fait remarquer que l'exposé des motifs justifie l'augmentation des décimes additionnels sur les amendes pénales par le financement de la subvention de l'Etat au régime de pension des travailleurs indépendants (article 48) et non par l'acquisition d'éthylomètres (Doc. Senat 315/1, p. 60).

Le Ministre est d'avis qu'une erreur a dû se produire dans l'exposé des motifs. Elle s'explique vraisemblablement par le fait que d'une part, le texte de l'exposé des motifs relatif à l'article 156 a été rédigé en 1991 et que d'autre part, des modifications sont intervenues après le dernier contrôle budgétaire en 1992. Cela étant, il confirme que l'augmentation des décimes est destinée dans un premier temps à l'acquisition d'éthylomètres.

Mme Delruelle émet plusieurs critiques à l'égard de ces dispositions. Elle conteste tout d'abord l'augmentation des amendes prévue à l'article 162. Le coefficient de multiplication qui était passé de 80 à 90 suite à l'adoption de la loi du 20 juillet 1990, monte dorénavant à 100.

On assiste dès lors à une seconde augmentation en moins d'un an. Si auparavant on pouvait sans doute dire qu'il s'agissait de suivre le rythme de l'inflation, on ne peut plus le dire actuellement. La seule motivation réside dans le besoin de ressources du Gouvernement. Cette augmentation est évaluée à 60 millions de francs par le Gouvernement. *Mme Delruelle* émet des doutes quant à cette évaluation vu qu'elle dépend de l'appréciation du juge.

Quant à l'affectation des recettes, elle se réfère à la justification donnée dans l'exposé des motifs à savoir achat d'éthylomètres et financement des communes qui assurent un « service de police à part entière ». Cette dernière notion n'est pas explicite. Par ailleurs, elle rappelle que tout le problème de la sécurité dans les communes doit être apprécié et concrétisé dans une perspective globale et non pour une petite partie dans une loi fourre-tout.

En ce qui concerne la modification de l'article 982 du code judiciaire, elle estime que toute la problématique des experts est suffisamment importante pour qu'on en fasse une législation distincte. Tout le fond du problème a été négligé.

Enfin, elle déduit des articles relatifs au statut des ministres du culte qu'il s'agit de la première étape de majoration des traitements des ministres du culte.

Elle rappelle les difficultés rencontrées au Sénat lors de la précédente législation et estime qu'il faudrait à cet égard réviser l'article 117 de la Constitution. Une proposition en ce sens a été déposée au Sénat.

II. — ALGEMENE BESPREKING

Mevrouw Stengers wijst erop dat de verhoging van de opdecimen op strafrechtelijke geldboeten in de memorie van toelichting niet zozeer wordt verantwoord door de aankoop van ademtestapparatuur als wel door de financiering van de Rijkstoelage aan de pensioenregeling voor zelfstandigen (artikel 48) (Stuk Senaat n° 315/1, blz. 60).

De Minister is van oordeel dat in de tekst van de memorie van toelichting een fout is geslopen, die eensdeels wellicht te verklaren is doordat de tekst van de memorie van toelichting bij artikel 156 in 1991 is opgesteld, en anderdeels doordat na de begrotingscontrole in 1992 wijzigingen zijn aangebracht. Dit gezegd zijnde, bevestigt hij dat de opbrengst van de verhoging van de opdecimen in eerste instantie voor de aankoop van ademtestapparatuur zal worden aangewend.

Mevrouw Delruelle uit heel wat kritiek op deze bepalingen. In de eerste plaats betwist zij de in artikel 162 opgenomen verhoging van de opdecimen op de geldboeten. De vermenigvuldigingscoëfficiënt die op grond van de wet van 20 juli 1990 van 80 op 90 was gebracht, wordt nu tot 100 verhoogd.

Er wordt dus een tweede verhoging doorgevoerd in minder dan een jaar. Bij de vorige verhoging kon wellicht nog worden gesteld dat zij nodig was om het tempo van de inflatie te volgen, maar nu is dat niet zo. De enige reden ligt bij de behoefte aan financiële middelen van de regering. De opbrengst van de verhoging wordt door de regering op 60 miljoen frank geraamd. Die raming wordt door mevrouw Delruelle in twijfel getrokken, aangezien ze afhankelijk is van het oordeel van de rechter.

Met betrekking tot de bestemming van de inkomsten verwijst zij naar de verantwoording gegeven in de memorie van toelichting, waar wordt verwezen naar de aankoop van ademtest- en ademanalysetoestellen en de financiering van gemeenten die « een volwaardige politiezorg » waarborgen. Dit laatste begrip is niet erg duidelijk. Zij herinnert er trouwens aan dat het veiligheidsprobleem in de gemeenten uit een algemeen oogpunt moet worden beoordeeld en bevorderd en niet voor een klein gedeelte in een allegaartjeswet kan worden behandeld.

Met betrekking tot de wijziging van artikel 982 van het Gerechtelijk Wetboek is zij van oordeel dat de problemen in verband met de deskundigen belangrijk genoeg zijn om er een afzonderlijke wet aan te wijden. De grond van het probleem is hier geheel buiten beschouwing gelaten.

Tot slot leidt zij uit de artikelen betreffende het statuut van de bedienaars van de erediensten af dat het gaat om een eerste stap in de verhoging van de wedden van die bedienaars. Zij brengt in herinnering dat deze materie tijdens de vorige zittingsperiode in de Senaat voor moeilijkheden heeft gezorgd. Zij is van mening dat artikel 117 van de Grondwet in dat opzicht moet worden herzien. Er is in de Senaat een voorstel in die zin ingediend.

M. Winkel se déclare favorable à l'augmentation des centimes additionnels. Vu l'insécurité régnant dans les communes, c'est à juste titre que le Gouvernement a voulu apporter des moyens aux communes. Il souhaite connaître la raison pour laquelle ce crédit est limité à 2,2 % alors qu'il sera de 7,5 % les autres années. Il désire également connaître le montant qui a été affecté l'année dernière.

Le Ministre précise qu'aucun montant n'a été affecté l'année dernière vu qu'il s'agit d'un nouveau système.

M. Winkel demande enfin s'il y a bien une obligation pour les polices communales d'acheter ces éthylomètres.

M. Vande Lanotte souligne l'importance de l'article 161 relatif à l'affectation de l'augmentation des décimes additionnels. Cet article insère un nouveau principe dans la loi communale. Tant les communes que l'autorité centrale ont des obligations en matière de police.

Il précise également que la notion de « service de police à part entière » a été abordée dans le projet de loi sur la fonction de police qui vient d'être adopté à la Chambre (Doc. n° 409, 1 à 9).

M. Coveliers souhaite également souligner l'importance de cet article 161 et en particulier le fait que « ce crédit sera utilisé pour soutenir le fonctionnement du corps de police des communes qui assurent un service de police à part entière ».

Il critique un tel libellé car qu'entend-on par « un service de police à part entière »? Aucune étude scientifique n'est parvenue à le préciser. Il exprime dès lors des doutes sur la compétence qui est donnée au Roi de fixer les conditions. Il craint par ailleurs qu'une fois celles-ci fixées, certaines communes se contenteront de les respecter et n'assureront plus aucun autre service de police.

Si l'octroi de crédits à la police communale est en soi une bonne chose — même s'ils sont insuffisants — cette façon de procéder contourne le problème. C'est en réalité à une réforme globale de notre système où coexistent trois corps de police qu'il faudrait s'attacher.

Le Ministre fait observer, en ce qui concerne l'augmentation des centimes additionnels, que pour la première fois cette augmentation est supérieure à l'inflation. Cela étant, le besoin de sécurité qui se manifeste aujourd'hui doit être financé d'une manière ou d'une autre. Le Gouvernement a estimé que ce financement peut provenir pour une part d'un alourdissement des peines financières. Il est conscient que si les peines deviennent tellement lourdes, moins d'infractions seront commises et la sécurité s'accroîtra.

Par contre, si la délinquance continue d'augmenter, il est normal que ceux qui créent l'insécurité contribuent à financer les mesures à prendre.

De heer Winkel is voorstander van de verhoging van de opdecimen. Gelet op de onveiligheid in de gemeenten wil de regering terecht middelen ter beschikking van de gemeenten stellen. Hij wenst te weten waarom dat krediet beperkt wordt tot 2,2 %, terwijl het de volgende jaren 7,5 % zal bedragen. Hij zou graag vernemen hoeveel daartoe vorig jaar is uitgetrokken.

De Minister preciseert dat vorig jaar geen bedrag is uitgetrokken, aangezien het hier om een nieuwe regeling gaat.

De heer Winkel vraagt of de gemeentelijke politiekorpsen werkelijk verplicht zijn ademtest- en ademanalysetoestellen aan te schaffen.

De heer Vande Lanotte onderstreept het belang van artikel 161, dat betrekking heeft op de bestemming van de verhoging van de opdecimen. Bij dit artikel wordt in de gemeentewet een nieuw beginsel ingevoegd. Zowel de gemeenten als het centrale gezag hebben verplichtingen op het stuk van de politie. Hij preciseert tevens dat het begrip « volwaardige politiezorg » wordt gehanteerd in het wetsontwerp op het politieambt dat pas door de Kamer is aangenomen (Stuk n° 409, 1 tot 9).

De heer Coveliers wil eveneens het belang van voornoemd artikel 161 onderstrepen en vestigt vooral de aandacht op de volgende bepaling : « Dit krediet wordt aangewend voor de ondersteuning van de werking van het politiekorps van de gemeenten die een volwaardige politiezorg verstrekken ».

Hij heeft evenwel kritiek op die bepaling; wat wordt immers bedoeld met « een volwaardige politiezorg »? Geen enkel wetenschappelijk onderzoek heeft dat begrip nader kunnen toelichten. Hij heeft dan ook enige twijfel betreffende de aan de Koning toegekende bevoegdheid om de voorwaarden vast te stellen. Hij vreest voorts dat bepaalde gemeenten de voorwaarden, zodra deze zijn vastgesteld, gewoon zullen naleven en verder geen andere politiezorg meer zullen verstrekken.

De toekenning van kredieten aan de gemeentepolitie — zelfs al zijn ze ontoereikend — is op zich een goede zaak, maar met die werkwijze omzeilt men het probleem. In werkelijkheid moet men zich toeleggen op een algehele herziening van het huidige systeem waarin drie politiekorpsen naast elkaar bestaan.

Inzake de opdecimen merkt *de Minister* op dat de verhoging ervan voor het eerst forser is dan de inflatie. Hoe dan ook, de toenemende behoefte aan meer veiligheid moet op een of andere wijze gefinancierd worden. De Regering heeft gemeend dat die financiering gedeeltelijk kan gebeuren met zwaardere geldboeten. Zij is er zich van bewust dat, als de straffen merkbaar zwaarder worden, het aantal misdrijven zal dalen en de veiligheid zal verbeteren.

Als de misdadigheid daarentegen blijft toenemen, is het normaal dat zij die de onveiligheid in de hand werken hun aandeel in de financiering van de nodige maatregelen betalen.

Par ailleurs, il rappelle qu'un nouveau processus d'aménagement de la sécurité d'une part, et de relation entre le pouvoir communal et l'autorité centrale d'autre part, est mis en place. L'idée est de garder une police communale qui soit efficace tant dans ses tâches administratives que judiciaires. A cet effet, un certain nombre de moyens financiers provenant des condamnations pénales sera affecté au ministère de l'Intérieur au financement d'un fonds qui permettra d'inciter les communes à mieux remplir leurs obligations et à définir avec elles certaines obligations minimales qu'elles seront tenues d'exécuter. Il n'est en effet pas logique que certaines communes soient dans des situations financières désastreuses en ayant un taux de criminalité important et des problèmes avec leur police, alors que d'autres, en boni, n'assurent pas le minimum de sécurité en comptant sur la gendarmerie.

Le Gouvernement n'a pas choisi la formule de faire payer par les communes les interventions de la gendarmerie. Il a préféré d'une part, avoir des contrats de sécurité avec les communes qui connaissent des problèmes pour les aider et d'autre part, imposer des obligations minimales aux communes.

Ce processus n'est qu'à son début. Au prochain conseil des ministres, le Ministre de la Justice déposera avec le Ministre de l'Intérieur tout un programme contenant notamment une revalorisation de la police communale et de nouveaux contrats de sécurité avec les communes.

Pour réaliser ces mesures de façon non contraignantes, il faut pouvoir disposer de moyens financiers. Le projet constitue de la sorte un début de financement complémentaire qui au départ est affecté à une dépense déterminée à savoir l'achat d'éthylomètres à mettre à la disposition de la gendarmerie. Cet investissement réalisé, le prélèvement (7,5 %) continuera à être affecté à ce fonds au Ministère de l'Intérieur et servira à financer les contrats de sécurité avec les communes. Ce prélèvement n'est que de 2,2 % cette année vu qu'il est calculé pro rata temporis.

Le Ministre marque son accord avec la remarque émise par Mme Delruelle en ce qui concerne les experts. Cependant, tant que les moyens financiers et un accord politique n'existent pour réaliser une législation générale, il a uniquement permis que l'on apporte une modification au code judiciaire là où des mesures s'imposent d'urgence.

Enfin, les mesures proposées en faveur des ministres du culte sont le résultat des discussions difficiles au Sénat. En conséquence, les ministres du culte et la laïcité sont budgétairement mis sur le même pied.

Voorts herinnert hij eraan dat enerzijds een nieuw proces voor meer veiligheid op gang is gebracht en dat anderzijds, de betrekkingen tussen de gemeentelijke instanties en het centraal gezag anders worden aangepakt. Het is daarbij de bedoeling om niet te raken aan een gemeentepolitie die zowel bij haar administratieve als bij haar gerechtelijke taken efficiënt optreedt. Te dien einde zal het Ministerie van Binnenlandse Zaken een aantal van geldboeten afkomstige financiële middelen besteden aan de financiering van een fonds dat de gemeenten er kan toe aansporen beter aan hun verplichtingen te voldoen en in overleg te komen tot een afbakening van het minimum waartoe zij gehouden zijn. Het is immers niet logisch dat sommige gemeenten waar de misdaadigheid welig tiert en die problemen hebben met hun politie, in een rampzalige financiële toestand verkeren, terwijl andere gemeenten met een batig saldo niet de minste veiligheid garanderen en daarvoor op de rijkswacht rekenen.

De regering wil niet de gemeenten voor de rijks-wachtacties doen betalen. Ze heeft enerzijds, de voorkeur gegeven aan veiligheidsovereenkomsten met probleemgemeenten om hen te helpen en anderzijds, heeft zij de gemeenten minimumverplichtingen willen opleggen.

Die ontwikkeling verkeert nog maar in een beginstadium. Op de eerstkomende Ministerraad zal de Minister van Justitie samen met de Minister van Binnenlandse Zaken een uitgebreid programma voorleggen, dat meer bepaald de herwaardering van de gemeentepolitie en het afsluiten van nieuwe veiligheidsovereenkomsten met de gemeenten op het oog heeft.

Om van die maatregelen geen dwangmaatregelen te maken zijn financiële middelen noodzakelijk. Het ontwerp is een soort aanloop tot een aanvullende financiering die in eerste instantie besteed wordt aan een bepaalde uitgave, namelijk de aankoop van alcoholgehaltemeters ten behoeve van de rijkswacht. Als die investering betaald is, zal de heffing (7,5 %) bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken verder aan dat fonds worden besteed en dienen voor de financiering van veiligheidsovereenkomsten met de gemeenten. Aangezien de heffing pro rata temporis berekend is, bedraagt zij dit jaar niet meer dan 2,2 %.

De Minister is het eens met de opmerking van mevrouw Delruelle in verband met de deskundigen. Zolang de financiële middelen en een politiek akkoord om ter zake algemene wetgevende regels op te stellen evenwel ontbreken, stemt hij alleen in met een wijziging van het Gerechtelijk Wetboek in de gevallen waar dringende maatregelen noodzakelijk zijn.

Ten slotte zijn de ten behoeve van de bedienaars van de erediensten voorgestelde maatregelen het resultaat van moeizame besprekingen in de Senaat. Daarom zullen de bedienaars van de eredienst en de verantwoordelijken van de vrijzinnige verenigingen uit een budgettair oogpunt op dezelfde voet worden behandeld.

En ce qui concerne l'intervention de M. Coveliers le Ministre rappelle que l'article 161 s'inscrit dans le cadre d'un choix fondamental qui a été décidé lors du conclave de la Pentecôte en 1990, de garder une police communale, une gendarmerie et une police judiciaire. Ce système avec ses inconvénients et ses avantages doit être géré.

Quant à la notion de service de police à part entière, il faut se référer au projet de loi sur la fonction de police qui détermine un certain nombre de conditions. Par ailleurs, cet article qui traite de la répartition d'un crédit, doit permettre une négociation avec les communes afin d'arriver sur le terrain à l'organisation d'un meilleur service de police.

Enfin, il est évident que ce n'est pas par l'augmentation des décimes additionnels que l'on parviendra à organiser un service de police communal à part entière. D'autres moyens budgétaires devront être trouvés.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Art. 162

M. Verwilghen dépose un amendement n° 59 (Doc. n° 480/4) visant à supprimer cet article.

Le pouvoir judiciaire s'est en effet plaint qu'en un court laps de temps, le montant des décimes additionnels a plusieurs fois été modifié. Il craint quant à lui que si cet article est adopté, on assistera à des adaptations permanentes dès que des crédits devront être trouvés.

Il constate également qu'une « self supporting justice » est en train de s'instaurer vu que le financement de la justice pris au sens large est recherché dans le paiement des amendes.

En 10 ans, les centimes additionnels sont passés de 490 à 990. Une telle augmentation ne peut être acceptée. Quant à l'affectation des recettes, il lui paraît illogique de faire dépendre la lutte contre la criminalité du résultat des condamnations. Il constate en outre, que plus de crédits sont destinés à l'Intérieur qu'à la Justice.

M. Vande Lanotte regrette qu'une telle distinction soit faite. L'organisation d'un service de police communal à part entière concerne tous les niveaux de la sécurité tant la Justice que l'Intérieur.

M. Verwilghen réplique qu'en matière de justice, d'autres domaines sont tout aussi importants comme par exemple son accélération.

L'amendement n° 59 de *M. Verwilghen* est rejeté par 14 voix contre 3 et une abstention.

L'article 162 est adopté par 12 voix contre 3 et 2 abstentions.

In verband met de uiteenzetting van de heer Coveliers herinnert de Minister eraan dat artikel 161 aansluit bij de fundamentele keuze die tijdens het Pinksterconclaaf van 1990 is gemaakt om gemeentepolitie, rijkswacht en gerechtelijke politie te behouden. Die structuur mag dan voor- en nadelen hebben, zij moet hoe dan ook worden beheerd.

Voor het begrip « volwaardige politiezorg » verwijst hij naar het wetsontwerp op het politieambt, dat in een aantal voorwaarden voorziet. Dit artikel, dat de verdeling van een krediet betreft, moet overleg met de gemeenten mogelijk maken om ter plaatse tot een betere dienstverlening van de politie te komen.

Tot slot spreekt het vanzelf dat de verhoging van de opdecimen niet voldoende is om een volwaardige gemeentepolitie te organiseren. Natuurlijk moeten ook andere begrotingsmiddelen worden gevonden.

III. — BESPREKING VAN DE ARTIKELEN EN STEMMINGEN

Art. 162

De heer Verwilghen stelt een amendement n° 59 (Stuk n° 480/4) voor, dat ertoe strekt dit artikel weg te laten.

De rechterlijke macht heeft er inderdaad over geklaagd dat het bedrag van de opdecimen in zeer korte tijd verschillende keren werd gewijzigd. Als dit artikel wordt goedgekeurd, vreest hij dat er voortdurend wijzigingen zullen komen zodra er geld nodig is.

Hij constateert ook dat een « self supporting justice » stilaan tot stand komt, aangezien gepoogd wordt om de justitie in de ruime zin van het woord met de opbrengsten van de geldboetes te financieren.

In tien jaar tijd zijn de opdecimen van 490 tot 990 gestegen. Een dergelijke stijging is onaanvaardbaar. Wat de bestemming van dat geld betreft, acht hij het niet erg logisch om de misdadbestrijding te laten afhangen van wat de veroordelingen opbrengen. Voorts stelt hij vast dat meer kredieten naar Binnenlandse Zaken dan naar Justitie gaan.

De heer Vande Lanotte betreurt dat een dergelijk onderscheid wordt gemaakt. De organisatie van een volwaardige dienstverlening door de gemeentepolitie betreft alle aspecten van de veiligheid en dus zowel Justitie als Binnenlandse Zaken.

De heer Verwilghen antwoordt dat andere aspecten van de Justitie net zo belangrijk zijn, de snellere werking van het gerechtelijk apparaat bijvoorbeeld.

Amendement n° 59 van de heer Verwilghen wordt verworpen met 14 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 162 wordt aangenomen met 12 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 163

M. Verwilghen dépose un amendement n° 60 (Doc. n° 480/4) visant à supprimer les mots « en tenant compte de la qualité des experts ».

Le membre fait valoir que c'est précisément en raison de sa qualité que l'expert est désigné et que celle-ci ne peut donc justifier une rémunération spéciale.

L'intervenant souhaite que l'on établisse un tarif général des honoraires des experts.

M. De Clerck ne souscrit pas à l'amendement de *M. Verwilghen*.

La compétence de l'expert est une garantie importante pour la bonne administration de la justice et il est dès lors normal que les honoraires soient à l'avantage de sa compétence.

L'intervenant est également partisan d'une tarification des honoraires à condition que ceux-ci soient suffisamment diversifiés de manière à ce que l'on puisse toujours s'adresser à l'expert ayant la qualification requise.

M. Coveliers se rallie à ce point de vue. Lorsque l'on fait appel à des experts, il n'est que normal qu'ils soient rémunérés en fonction de leur compétence spécifique. Leurs honoraires doivent être en rapport avec la valeur marchande des prestations fournies.

L'intervenant soulève également le problème des experts qui travaillent dans l'enseignement et qui utilisent du matériel de l'établissement pour réaliser leurs expertises.

Le membre a appris que, dans certains cas, il a été interdit à ces experts de continuer à travailler pour le tribunal du fait que l'indemnité accordée pour l'utilisation du matériel est insuffisante.

Votre rapporteur estime lui aussi que les honoraires de l'expert doivent être fonction de sa qualification. Il est partisan de la tarification des honoraires parce qu'elle permettrait de lutter contre les abus actuels.

Le Ministre ne peut accepter cet amendement car il vise une modification du texte du Code judiciaire. Il ne souhaite pas qu'à l'occasion d'une exception en faveur de la législation relative aux handicapés, l'ensemble du système soit modifié. Il estime que le fait que l'on tienne compte de la qualité d'expert au moment de la désignation, entraîne que l'on doive également en tenir compte au moment de la fixation des honoraires. Le seul problème qui existe en cette matière est financier.

L'amendement n° 60 de *M. Verwilghen* est rejeté par 14 voix contre 3.

L'article 163 est adopté par 13 voix contre 3 et une abstention.

Art. 163

De heer Verwilghen stelt een amendement n° 60 (Stuk n° 480/4) voor, dat ertoe strekt de woorden « de hoedanigheid van de deskundigen » weg te laten.

Het lid voert aan dat de vakkundigheid juist de reden van de aanstelling van de expert is en dus geen aanleiding kan geven tot een bijzondere betaling.

Het lid is vragende partij voor een algemeen geldende tarifiering voor de erelonen van de deskundigen.

De heer De Clerck treedt het amendement van de heer *Verwilghen* niet bij.

De degelijkheid van de deskundige is een belangrijke waarborg voor een goede rechtsbedeling en het is dan ook correct om de honoraria daarmee in overeenstemming te brengen.

Het lid is dan ook voorstander van het aanleggen van een tarievenlijst mits de honoraria voldoende gediversifieerd worden opdat steeds de deskundige met de juiste hoedanigheid kan worden aangezocht.

De heer Coveliers sluit zich aan bij de vorige spreker. Indien deskundigen worden aangezocht is het niet meer dan redelijk dat hun specifieke deskundigheid behoorlijk betaald wordt. De honoraria moeten afgestemd worden op de marktwaarde van de geleverde prestaties.

Hij haalt ook het probleem aan van de deskundigen die werkzaam zijn in het onderwijs en die materiaal van de instelling gebruiken om hun expertises uit te voeren.

Het lid heeft vernomen dat in sommige gevallen deze deskundigen verbod opgelegd kregen om nog voor de rechtbank te werken omdat het gebruik van het materiaal niet behoorlijk vergoed wordt.

Uw rapporteur is eveneens van oordeel dat de hoedanigheid van deskundige in aanmerking moet worden genomen bij het vaststellen van zijn ereloon. Hij is voorstander van een tarifiering omdat zulks bepaalde misbruiken die zich momenteel voordoen, kan verhinderen.

Voor *de Minister* is dat amendement onaanvaardbaar aangezien hiervoor de tekst van het Gerechtelijk Wetboek moet worden gewijzigd. Hij vindt het niet wenselijk om, naar aanleiding van een uitzondering die ten behoeve van de regelgeving inzake de gehandicapten wordt gemaakt, de hele regeling te wijzigen. Aangezien bij de aanwijzing rekening met de hoedanigheid van deskundige wordt gehouden, is hij van mening dat dat ook bij het vaststellen van de honoraria dient te gebeuren. Het enige probleem in dat verband is een financieel probleem.

Amendement n° 60 van de heer *Verwilghen* wordt verworpen met 14 tegen 3 stemmen.

Artikel 163 wordt aangenomen met 13 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Art. 164

L'article 164 est adopté par 14 voix et 4 abstentions.

Art. 165

Mme Dillen et M. Wymeersch déposent un amendement n° 82 (Doc. n° 480/4) visant au 4° à remplacer le terme « ministre officiant » par « rabbin » en vue d'utiliser l'exacte qualification.

Le Ministre fait remarquer que cette correction n'est pas exacte. Le culte israélite comprend en effet plusieurs catégories de desservants. Le présent texte vise la plus basse alors que la fonction de rabbin est une fonction plus élevée.

Un deuxième amendement n° 83 (Doc. n° 480/4) de *Mme Dillen et M. Wymeersch* tend à supprimer le 5° en raison de leur opposition à la reconnaissance officielle du culte islamique.

Le Ministre rappelle que la loi du 19 juillet 1974 a officiellement reconnu le culte islamique. En conséquence, il existe conformément à l'article 117 de la Constitution, une obligation de prévoir les traitements qui seraient payés au cas où, au cours de cette année budgétaire une communauté musulmane serait reconnue. Mais il s'agit là du problème d'organisation du culte islamique en Belgique.

Les amendements de *Mme Dillen et M. Wymeersch* n°s 82 et 83 sont rejetés à l'unanimité.

L'article 165 est adopté par 14 voix et 4 abstentions.

Art. 166

Mme Dillen et M. Wymeersch déposent un amendement n° 84 (Doc. n° 480/4) visant à exclure les imams du culte islamique de l'application de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenant sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

Cet amendement est rejeté à l'unanimité.

L'article 166 est adopté par 14 voix et 4 abstentions.

Art. 167

Mme Dillen et M. Wymeersch déposent un amendement n° 85 (Doc. n° 480/4) tendant à supprimer également les mots « et aux imams du culte islamique ».

Cet amendement est rejeté à l'unanimité.

L'article 167 est adopté par 14 voix et 4 abstentions.

*
* *

Art. 164

Artikel 164 wordt aangenomen met 14 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 165

Mevrouw Dillen en de heer Wymeersch dienen een amendement n° 82 (Stuk n° 480/4) in, dat in het 4° het begrip « officiërend bedienaar » door « rabbijn » wil vervangen, om de precieze omschrijving te hantieren.

De Minister merkt op dat die correctie onjuist is. De joodse eredienst kent immers verscheidene categorieën van bedienaars. Deze tekst heeft betrekking op de laagste bedienaar, terwijl het rabbinaat een hoger ambt is.

Een tweede amendement n° 83 (Stuk n° 480/4) van *mevrouw Dillen en de heer Wymeersch* wil het 5° weglaten. De auteurs verzetten zich immers tegen de officiële erkenning van de islam.

De Minister memoreert dat de wet van 19 juli 1974 de islamitische eredienst officieel erkent. Bijgevolg hoort men, overeenkomstig artikel 117 van de Grondwet, wedden te bepalen die uitgekeerd kunnen worden mocht tijdens dit begrotingsjaar een moslimgemeenschap erkend worden. Dat is echter het vraagstuk van de inrichting van de islamitische eredienst in België.

De amendementen n°s 82 en 83 van *mevrouw Dillen en de heer Wymeersch* worden eenparig verworpen.

Artikel 165 wordt aangenomen met 14 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 166

Mevrouw Dillen en de heer Wymeersch dienen een amendement n° 84 (Stuk n° 480/4) in, dat de imams van de islamitische eredienst wil uitsluiten van de toepassing van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.

Dit amendement wordt eenparig verworpen.

Artikel 166 wordt aangenomen met 14 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 167

Mevrouw Dillen en de heer Wymeersch dienen een amendement n° 85 (Stuk n° 480/4) in, dat ook hier de woorden « en de imams van de islamitische eredienst » wil weglaten.

Dit amendement wordt eenparig verworpen.

Artikel 167 wordt aangenomen met 14 stemmen en 4 onthoudingen.

*
* *

L'ensemble des dispositions soumises à la Commission est adopté par le même vote.

Le Rapporteur,

R. LANDUYT

Le Président,

Y.YLIEFF

Het geheel van de aan de Commissie voorgelegde bepalingen wordt aangenomen met dezelfde stemuitslag.

De Rapporteur,

R. LANDUYT

De Voorzitter,

Y.YLIEFF
